

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le - 2 FEV. 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16 janvier 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DECHAMBOUX**

300 Avenue Jean Morin  
74800 La Roche-sur-Foron

Références : 20240116-RAP-InspectionAncienSiteDechamboux

Code AIOT : 0006104672

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 janvier 2024 dans l'établissement DECHAMBOUX implanté 31 rue d'Eteaux 74 800 La Roche-sur-Foron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DECHAMBOUX S.A.
- 31 rue d'Eteaux 74800 La Roche-sur-Foron
- Code AIOT : 0006104672
- Régime : Autorisation
- Non Seveso,
- non IED

**Thème de l'inspection :** sites et sols pollués.

**Point actualisé sur les études réalisées** – Le 6 mars 2009 la société DECHAMBOUX a déclaré la cessation définitive d'activité de son site industriel situé 31, rue d'Eteaux à La Roche-sur-Foron.

Implanté sur une surface de 460 m<sup>2</sup> en zone urbaine, l'établissement avait pour activité principale la régénération de solvants chlorés, provenant pour l'essentiel de l'industrie du décolletage de la vallée de l'Arve. Compte tenu de la baisse régulière des volumes à traiter et de la vétusté des installations, la société DECHAMBOUX a décidé de cesser définitivement l'exploitation de cet établissement. La présente inspection s'inscrit dans le cadre de cet arrêt.

**Premières études** – Les premières investigations réalisées dans le cadre de l'arrêt des installations ont mis en évidence des pollutions importantes en solvants chlorés et en hydrocarbures sur le site. Après le démantèlement des bâtiments, le nettoyage, le dégazage et l'élimination des cuves et des canalisations, un deuxième diagnostic de sol a confirmé la présence de cette pollution.

Des travaux de dépollution des sols ont été réalisés, consistant dans l'excavation de 570 tonnes de terres et leur traitement par désorption thermique dans l'établissement exploité par GRS Valtech à Saint Pierre-de-Chandieu.

À l'issue de ces travaux, de nouvelles analyses ont été réalisées mettant en évidence une pollution résiduelle significative caractérisée par les teneurs maximales suivantes : 320 mg/kg en perchloréthylène, 210 mg/kg en trichloréthylène, 3 400 mg/kg en hydrocarbures dont 268 mg/kg de volatils.

Les fouilles ont été remblayées par des terres saines après la pose d'une géomembrane.

Trois piézomètres ont été implantés sur le site début 2010, à des profondeurs de 4,7 et 8 mètres, la nappe ayant été recoupée à environ 1 m en partie basse du terrain et 3 m en partie haute.

Les analyses des carottages de sol obtenus lors de la réalisation de ces ouvrages ont confirmé la présence des polluants précités à des teneurs du même ordre que celles mesurées précédemment.

Les analyses d'eaux souterraines réalisées après la création des piézomètres ont mis en évidence les concentrations maximales suivantes : 1 200 mg/l en cis 1,2 dichloroéthylène, 150 mg/l en perchloréthylène, 1500 mg/l en trichloréthylène et 120 mg/l en chlorure de vinyle, 6,2 mg/l en hydrocarbures totaux et 3,9 mg/l en benzène. Les analyses suivantes ont mis en évidence des teneurs très inférieures : 7,7 mg/l en cis 1,2 dichloroéthylène, 1,4 mg/l en perchloréthylène, 8,2 mg/l en trichloréthylène, 11 mg/l en chlorure de vinyle et 3,5 mg/l en hydrocarbures.

**Détermination de l'usage futur du site** – Dans le cadre de la procédure de cessation d'activité et compte tenu de la pollution du sous-sol, la société DECHAMBOUX a proposé de limiter l'usage futur du site à un parking aérien. La mairie, consultée le 6 novembre 2009, n'a pas donné de réponse. Son avis est donc réputé favorable. Le propriétaire, M. Henri DECHAMBOUX, consulté par courrier du 11 avril 2013 a fait part de son accord sur cette proposition le 12 juin 2013.

**Prescriptions préfectorales concernant la dépollution du site** – Au vu des résultats des analyses des milieux, le préfet a prescrit, par arrêté du 22 avril 2013 :

- la réalisation d'une étude de sol destinée à :
  - identifier les impacts des polluants sur le site et dans son environnement,
  - proposer des dispositions de traitement des pollutions pour remettre le site dans un état compatible avec son usage futur et avec l'usage des milieux et les occupations des sols à l'extérieur de son emprise,
- la surveillance des eaux souterraines.

**Plans de gestion des pollutions et de conception des travaux** – Une première étude de sol réalisée par la société BURGEAP a été transmise par l'exploitant le 17 septembre 2015. Toutefois, cette étude ne répondait pas à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté du 22 avril 2013 précité. En particulier, l'impact des pollutions du site hors de son emprise n'était pas évalué de façon précise.

Après des échanges entre l'exploitant et l'inspection des installations classées un document définitif intitulé « Plan de gestion et interprétation de l'état des milieux » daté du 20 juillet 2020 a été transmis.

Ce plan de gestion intègre notamment les résultats d'investigations complémentaires :

- dans les sols, du 16 au 18 octobre 2017, montrant que les pollutions les plus fortes en hydrocarbures (3 478 mg/kg entre 0 et 2,5 m) sont situées à plus faible profondeur que celles en composés chlorés (988 mg/kg entre 7,5 et 8,9 m) situées dans la zone saturée,
- dans les eaux souterraines, le 15 janvier 2018 mettant en évidence les concentrations maximales suivantes :

*sur site, dans l'ouvrage PZ2 situé en aval hydraulique*

- perchloréthylène : 761 µg/l
- trichloréthylène : 12 300 µg/l

- somme cis et trans dichloréthylène : 29 537 µg/l
- chlorure de vinyle : 2 300 µg/l

*hors site, site dans l'ouvrage PZC situé en aval hydraulique et en aval immédiat du garage voisin*

- perchloréthylène : 1 200 µg/l
- trichloréthylène : 39 000 µg/l
- somme cis et trans dichloréthylène : 1 600 µg/l
- chlorure de vinyle : inférieur au seuil de détection
- dans les eaux souterraines en amont hydraulique hors site, le 7 novembre 2017, dans un puits au sous-sol d'une maison dans lequel des teneurs très faibles (inférieures aux limites de potabilité) ont été mesurées,
- dans les eaux superficielles constituées par un ruisseau canalisé sous la voirie située en aval hydraulique et en aval immédiat du garage voisin, le 6 novembre 2017, dans lequel des teneurs très faibles (inférieures aux limites de potabilité) ont été mesurées,
- dans l'air du sol, sur site et dans son environnement immédiat le 18 et le 26 octobre 2017.

Deux prélèvements effectués sur le site, l'un par canne de prélèvement, l'autre au moyen d'un subslab, ont mis en évidence les concentrations maximales suivantes :

- perchloréthylène : 208 µg/m<sup>3</sup>, dans le subslab
- trichloréthylène : 425 µg/m<sup>3</sup>, dans le subslab

Deux prélèvements effectués hors site, en amont hydraulique immédiat, par cannes de prélèvement dans l'emprise du chantier de construction d'un immeuble d'habitations collectives, n'ont pas mis en évidence de concentration significative en polluants.

Un prélèvement effectué au moyen d'un subslab en aval hydraulique du site DECHAMBOUX et en aval immédiat du garage voisin met en évidence des concentrations faibles en solvants chlorés et plus forte en hydrocarbures :

- trichloréthylène : 2,78 µg/m<sup>3</sup>
- benzène : 15,83 µg/m<sup>3</sup>

En l'absence de valeurs repères dans le milieu air du sol, les concentrations peuvent être comparées à titre indicatif aux valeurs guides de l'ANSES destinées à l'air intérieur :

- perchloréthylène : 250 µg/m<sup>3</sup>
- trichloréthylène : 2 µg/m<sup>3</sup>
- benzène : 2 µg/m<sup>3</sup>

Précisons que les BTEX ne sont pas caractéristiques de l'activité de l'ancien site DECHAMBOUX,

- dans l'air du sol, hors site, à proximité de l'école située à environ 230 m du site. Compte tenu de la présence d'une école en aval hydraulique de l'ancien site de la société DECHAMBOUX, l'exploitant a fait réaliser deux campagnes analyses d'air du sol à une distance de 150 mètres en aval de son ancien établissement :
  - le 22 juin 2020 avec 6 cannes de prélèvement,
  - le 7 septembre 2020 avec 3 cannes de prélèvement.

Les résultats ne montrent pas d'impacts caractéristiques de l'ancien site DECHAMBOUX,

- dans l'air ambiant des locaux voisins, du 26 octobre au 8 novembre 2017, constitués par le garage situé en aval hydraulique et un bâtiment abritant une mosquée en latéral hydraulique.

Dans l'accueil du garage les teneurs maximales suivantes ont été mesurées :

- m+p – Xylènes : supérieur à 249  $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- Ethylbenzène : supérieur à 84,84  $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- o – Xylène : supérieur à 73,07  $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- hydrocarbures aliphatiques C8-C10 supérieur à 1 452  $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- hydrocarbures aliphatiques C10-C12 supérieur à 1 190  $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- perchloréthylène : 5,45  $\mu\text{g}/\text{m}^3$

Dans le sous-sol de la mosquée, les teneurs maximales suivantes ont été mesurées :

- perchloréthylène : 25,45  $\mu\text{g}/\text{m}^3$

Précisons que lors d'une précédente campagne d'analyse dans le sous-sol de la mosquée les teneurs maximales suivantes avaient été mises en évidence :

- benzène : 2,94  $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- éthylbenzène : 11,71  $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- hydrocarbures aliphatiques C8-C10 supérieur à 83  $\mu\text{g}/\text{m}^3$
- perchloréthylène : 7,51  $\mu\text{g}/\text{m}^3$

Dans l'air extérieur, aucune teneur significative n'a été mesurée.

À partir de ces résultats, l'exploitant a effectué une interprétation de l'état des milieux en prenant en compte les hypothèses d'occupations suivantes des locaux voisins :

- la mosquée et son sous-sol occupé par des bureaux,
- des habitations au rez-de-chaussée et à l'étage du même bâtiment,
- le garage automobile situé en aval hydraulique.

Les calculs sanitaires montrent que :

- les solvants chlorés sont à l'origine, dans l'ensemble des locaux pris en compte, de risques cancérogènes caractérisés par des excès de risques individuels (ERI) inférieurs à  $10^{-6}$  et de risques non cancérogènes caractérisés par des quotients de dangers (QD) inférieurs à 0,01,
- le benzène est l'origine d'un ERI de  $9,3 \cdot 10^{-6}$  dans les bureaux du sous-sol de la mosquée et de  $4,05 \cdot 10^{-6}$  dans le logement du rez-de-chaussée,
- dans le garage, les hydrocarbures génèrent des risques plus importants : les QD sont inférieurs à 1 et les ERI inférieurs à  $10^{-5}$  à l'exception de l'éthylbenzène qui induit un risque cancérogène de  $2,6 \cdot 10^{-5}$ . Toutefois, ces substances proviennent très vraisemblablement du garage et non du dégazage des pollutions présentes sur l'ancien site de la société DECHAMBOUX où les BTEX ne sont présents qu'à des concentrations très faibles. Signalons qu'outre les pollutions de sol, les activités actuelles du garage sont susceptibles d'être à l'origine d'une exposition de ses travailleurs à des hydrocarbures volatils.

Sur la base de ces évaluations sanitaires et d'une étude statistique des résultats des analyses réalisées depuis l'arrêt des installations en 2009, le plan de gestion propose les seuils de dépollution suivants :

- HCT : 1 000 mg/kg, soit un retrait de 68 % de la masse pour un traitement de 8 % des sols,
- COHV : 50 mg/kg, soit un retrait de 70 % de la masse pour un traitement de 4 % des sol,
- trichloréthylène : 30 mg/kg.

Le plan de gestion propose, en conclusion un traitement des sources de pollutions de sol par :

- injection de réactifs à base de fer zéro-valent pour les composés chlorés,
- excavation des terres pour les hydrocarbures.



Le 6 juin 2023, l'exploitant a transmis un plan de conception des travaux daté du 30 mai 2023 qui précise les conditions de réalisation des travaux proposés dans le plan de gestion.

**Surveillance des eaux souterraines** – Parallèlement l'exploitant a poursuivi la surveillance des eaux souterraines prescrite par l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 précité, au moyen de 5 piézomètres, représentés en annexe, trois implantés sur le site et deux autres en aval hydraulique.

Sur les 4 campagnes réalisées, considérées comme représentatives de l'état actuel du milieu, de décembre 2022 à septembre 2023 on constate :

*Sur site*

- dans l'ouvrage PZ1, situé en amont hydraulique, de faibles concentrations en polluants,
- dans l'ouvrage PZ3, situé en amont hydraulique, de faibles concentrations en polluants avec néanmoins ponctuellement les valeurs maximales suivantes :
  - perchloréthylène : 10,3 µg/l
  - trichloréthylène : 10,9 µg/l
  - somme cis et trans dichloréthylène : 326 µg/l
  - chlorure de vinyle : 225 µg/l
- dans l'ouvrage PZ2, situé en aval hydraulique, des concentrations importantes, dont les valeurs maximales sont les suivantes :
  - perchloréthylène : 361 µg/l
  - trichloréthylène : 538 µg/l
  - somme cis et trans dichloréthylène : 9 715 µg/l
  - chlorure de vinyle : 5 840 µg/l

*Hors site*

- dans l'ouvrage PZC, situé en aval hydraulique du site et en aval immédiat du garage voisin, des concentrations importantes, dont les valeurs maximales sont les suivantes :
  - perchloréthylène : 590 µg/l
  - trichloréthylène : 6 210 µg/l
  - somme cis et trans dichloréthylène : 3 266 µg/l
  - chlorure de vinyle : 36 µg/l
- dans l'ouvrage PZB, situé en aval hydraulique éloigné d'environ 20 mètres de l'ouvrage PZC, des concentrations importantes, dont les valeurs maximales sont les suivantes :
  - perchloréthylène : 15,2 µg/l
  - trichloréthylène : 3,9 µg/l
  - somme cis et trans dichloréthylène : 3,2 µg/l
  - chlorure de vinyle : inférieur au seuil de détection de 0,5 µg/l

En conclusion le traitement proposé de la pollution de l'ancien site de la société DECHAMBOUX nous paraît devoir être complété par l'ajout, aux points d'injection représentés sur le plan en annexe, d'un point supplémentaire à proximité du sondage BGP 107 où se trouve une source de pollution la plus importante en composés chlorés : 988 mg/kg entre 7,5 et 8,9 mètres de profondeur. Précisons que ce point n'étant pas dans l'emprise de l'ancien site, la société DECHAMBOUX devra engager les démarches nécessaires pour accéder à sa zone d'implantation. La présence de Monsieur le Maire de La Roche-sur-Foron lors de l'inspection visait à lui exposer les enjeux du chantier et à l'informer des démarches précitées, engagées pour sa réalisation.

Le traitement de la pollution du site fera l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral après consultation des services concernés, hors du cadre de la présente inspection.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle fait suite à un contrôle antérieur, les suites retenues précédemment ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

#### Fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Délais proposés
2	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 22/04/2013, article 4	Demande d'action corrective	15 jours

#### Fiches de constats ne faisant l'objet de proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Pollution des milieux	AP Complémentaire du 22/04/2013, article 3.1

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de l'inspection et au vu des constats réalisés, nous demandons à l'exploitant de réaliser les actions suivantes sous 15 jours :

- remettre en état les ouvrages PZ1, PZ2 et PZ3 afin que leur couvercle soit en bon état, doté d'un joint périphérique, ne soit pas manœuvrable sans clé, et que le tube intérieur soit doté d'un bouchon,
- doter l'ouvrage PZB d'un couvercle dont l'ouverture nécessite une clé,
- préciser la nature et la fonction de l'ouvrage présent sur le site et non recensé sur le plan des piézomètres et, le cas échéant le mettre en conformité suivant les demandes précitées,
- veiller à ce que le site reste fermé.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pollution des milieux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/04/2013, article 3.1
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Réhabilitation du site
<p><b>Prescription contrôlée :</b> À l'issue du diagnostic du site et de la caractérisation de l'état des milieux, un mémoire de réhabilitation sera proposé en prenant en compte l'usage futur du site tel qu'il aura été défini à l'issue des consultations prévues par l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.</p> <p>Un schéma conceptuel sera réalisé, le but étant de cerner les enjeux importants à protéger, en prenant en compte les pollutions mises en évidence à l'issue du diagnostic, les milieux de transfert et les différentes sensibilités de l'environnement..</p> <p>Dans un premier temps, le traitement des points chauds de pollution sera réalisé.</p> <p>Le mémoire de réhabilitation sera établi sur la base d'un bilan coûts-avantages en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de constructions actives ou passives, confinement, restrictions d'usage, etc).</p> <p>Ce bilan devra permettre d'atteindre le meilleur niveau de protection de l'environnement, humain et naturel, à un coût raisonnable, tout en assurant la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Les coûts devront notamment considérer les durées de traitement. Il conviendra de veiller à privilégier les options qui permettent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• en premier lieu, l'élimination des sources de pollution et des « points chauds »,</li><li>• en second lieu, la désactivation des voies de transfert.</li></ul> <p>Si après une comparaison de l'état des milieux hors du site aux valeurs réglementaires ou une évaluation quantitative des risques sanitaires, une incompatibilité était mise en évidence entre les usages et les milieux d'exposition, l'exploitant veillerait à restaurer la compatibilité de l'état des milieux hors du site avec les usages qui leur sont fixés.</p>
<p><b>Constats :</b> La société Dechamboux a transmis les études suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 23 septembre 2019 – Étude réalisée par la société BURGEAP intitulée « Plan de gestion et interprétation de l'état des milieux »,</li><li>• 22 novembre 2019 – Première mise à jour de l'étude réalisée par la société BURGEAP intitulée « Plan de gestion et interprétation de l'état des milieux »,</li><li>• 20 juillet 2020 – Seconde mise à jour de l'étude réalisée par la société BURGEAP intitulée « Plan de gestion et interprétation de l'état des milieux »,</li><li>• 30 mai 2023 – Étude réalisée par la société BURGEAP intitulée « Plan de conception des travaux », datée du 30 mai 2023.</li></ul>

**Le plan de gestion dans sa dernière version :**

- montre, à partir de résultats d'analyses d'air intérieur réalisées en 2015 et en 2017, que l'impact sanitaire actuel de la pollution provenant de l'établissement DECHAMBOUX dans les locaux situés à l'extérieur du site sont acceptables,
- fixe, sur la base d'une approche statistique des résultats d'analyses des seuils de dépollution dans les sols à :
  - 50 mg/kg pour la somme des COHV dont 30 mg/kg pour le trichloréthylène
  - 1 000 mg/kg pour les hydrocarbures
- montre qu'après traitement des pollutions, les risques sanitaires sur le site, occupé par un parking, seront acceptables.

Il propose également trois solutions de traitement :

- l'excavation et le traitement hors site des terres polluées par des hydrocarbures et des solvants chlorés,
- l'excavation et traitement hors site des terres polluées par des hydrocarbures et traitement in situ par réduction chimique des solvants chlorés,
- l'excavation et le traitement hors site des terres polluées par des hydrocarbures et le traitement in situ par extraction multi-phases des solvants chlorés.

**Le plan de conception des travaux** opte pour la deuxième solution sur la base d'un bilan coûts/avantages et précise les modalités de mise en œuvre des techniques dont les principaux points sont les suivants :

- le réducteur destiné à traiter les solvants chlorés est du fer 0 qui sera injecté par des tubes à manchettes, implantés dans le sol jusqu'à une profondeur d'au moins 6 mètres,
- 4 ouvrages d'injections seront nécessaires,
- le point d'injection correspondant à la plus forte concentration est situé sur la propriété du garage voisin,
- les excavations de terres polluées par des hydrocarbures concerneront 580 m<sup>3</sup> dont une partie pourra, après analyses montrant des teneurs inférieures aux seuils de dépollution, être réutilisée.

Les échanges durant la présente inspection ont permis de préciser les points suivants :

- le réactif destiné à réduire les solvants chlorés traitera à la fois les sols et les eaux souterraines, les sources de pollutions se trouvant en zone saturée, à une profondeur de 1 mètre du terrain naturel,
- une seule campagne d'injection est à ce jour prévue mais le matériel restera en place de façon à pouvoir recommencer l'opération en cas de besoin,
- la réception des sols après traitement sera effectuée par la réalisation de sondages de sol.

Lors de l'inspection, nous avons rencontré Monsieur Ducimetière, Maire de La Roche-sur-Foron, et Madame Raposo, directrice adjointe des services techniques de la commune. Nous leur avons exposé la situation et en particulier la nécessité de traiter la source de pollution en solvants chlorés présente au droit du sondage BGP 107 pour obtenir une amélioration sensible de la qualité des milieux.

Les documents examinés en séance et les échanges qui ont suivi n'appellent pas à ce stade de demande complémentaire de la part de l'inspection. Le traitement de la pollution du site fera l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral après consultation des services concernés, hors du cadre de la présente inspection.

**Type de suites proposées :** sans suite administrative



## N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/04/2013, article 4
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Réseau piézométrique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, nous avons examiné l'état du réseau piézométrique, dont le plan est joint en annexe, et réalisés les constats suivants :  <i>Sur site</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• PZ1 : ouvrage affleurant, couvercle dégradé et manœuvrable sans clé, présence d'un bouchon au sommet du tube,</li><li>• PZ2 : ouvrage affleurant, couvercle manœuvrable sans clé, absence de bouchon au sommet du tube,</li><li>• PZ3 : ouvrage affleurant, couvercle manœuvrable sans clé, présence d'un bouchon au sommet du tube.</li></ul> <i>Hors site :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• PZA : ouvrage affleurant, couvercle en bon état non manœuvrable,</li><li>• PZB : ouvrage sortant du sol, couvercle manœuvrable avec une pince standard,</li><li>• PZC : ouvrage affleurant, couvercle en bon état non manœuvrable.</li></ul> Par ailleurs, nous avons constaté qu'un ouvrage affleurant, non recensé sur le plan du réseau piézométrique et que nous n'avons pas pu ouvrir, était présent sur le site.  Nous demandons à l'exploitant de réaliser les actions suivantes sous 15 jours : <ul style="list-style-type: none"><li>• remettre en état les ouvrages PZ1, PZ2 et PZ3 afin que leur couvercle soit en bon état, doté d'un joint périphérique, ne soit pas manœuvrable sans clé, et que le tube intérieur soit doté d'un bouchon,</li><li>• doter l'ouvrage PZB d'un couvercle dont l'ouverture nécessite une clé,</li><li>• préciser la nature et la fonction de l'ouvrage présent sur le site et non recensé sur le plan des piézomètres et, le cas échéant le mettre en conformité suivant les demandes précitées.</li></ul> Enfin, le site est doté de barrière de type HERAS qui étaient ouvertes ou dégradées. Nous demandons à l'exploitant de veiller à ce que le site reste fermé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## ANNEXE



Implantation des piézomètres et esquisse piézométrique le 13 décembre 2022



Schéma de principe des points d'injection in situ